

L'élection présidentielle, toujours en cours, l'a abondamment montré et démontré une fois encore : il y a un malaise dans la représentation et la vie politique de notre pays. Est-ce, en définitive, propre à la France ? Pas vraiment ! Nombre de nos démocraties occidentales connaissent les mêmes symptômes de contestation interne ou de désaffection : ligues ou lignes populistes ; poussées des dissidences et des marges, parfois issues des deux bords de l'échiquier politique ; abstentionnisme important ; volatilité des électorats ; crise, voire éclatement des grands partis traditionnels...

En somme, les basses eaux idéologiques que nous connaissons actuellement, l'affaiblissement de nombre d'institutions sociales ou la perte de crédit de l'État, trop souvent impuissant face aux grands enjeux économiques et sociaux (voire environnementaux), sont en train de **perturber les fondements mêmes de notre système politique**

. De toute évidence, et sans attendre le soir des élections législatives du 18 juin prochain, celui-ci est en pleine recomposition, voire en décomposition. Il parvient surtout de moins en moins à engendrer de véritables enthousiasmes collectifs et le ralliement des principaux ténors du paysage politique français au candidat Emmanuel Macron ressemble plus à de la peur ou à de l'intérêt partisan qu'à une adhésion d'espérance. Par conséquent, **ce système politicien tout autant que politique ne peut plus tout à fait prétendre seul au monopole du lien et du débat civiques.**

Quelle métamorphose institutionnelle pour la France ? Partie 1 : le processus en cours.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 01 Mai 2017 12:20

